

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article6091>



Financement et fonctionnement d'Avenir Lycéen

- SNES académique de Dijon - S3 - Actualité du métier - Communiqués SNES-FSU -



Date de mise en ligne : samedi 21 novembre 2020

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Des révélations qui touchent aux fondements même de la démocratie et des valeurs de la République. Toute la transparence doit être faite.

Le Snes-FSU a pris connaissance des informations diffusées par Mediapart et Libération, relatives au financement et au fonctionnement du syndicat « Avenir Lycéen » ainsi qu'au rôle joué dans cette affaire par certains membres du Ministère de l'Éducation nationale et par des hauts fonctionnaires des rectorats.

Ces premiers éléments sont graves et touchent aux fondements même de la démocratie et aux valeurs de la République.

Coupable mélange des genres

L'appareil d'État aurait été utilisé à des fins partisans. Ce coupable mélange des genres remet en cause la conception de l'État, censé être au service de l'intérêt général et non d'intérêts particuliers. Des hauts fonctionnaires, réputés très proches du ministre actuel, dans le cadre de leurs fonctions, auraient délibérément fait usage de fonds publics et de leur position pour développer un outil au service de leur projet politique.

Ces révélations témoignent aussi d'une conception très particulière de la démocratie lycéenne. Elle serait réduite à n'être qu'un instrument de promotion des réformes emblématiques du ministre de l'Éducation nationale par la manipulation d'un syndicat lycéen tout en affaiblissant les oppositions existantes dans les rangs lycéens.

Le Snes-FSU adresse son soutien plein et entier à tous les lycéens, quelle que soit leur organisation, dont les positions ont été dévoyées et l'engagement sincère instrumentalisé au service d'opérations politiciennes.

Exigence de transparence et d'exemplarité

Le Snes-FSU exige l'ouverture d'une enquête administrative indépendante dans les plus brefs délais. Elle devra déterminer la totalité des raisons pour lesquelles l'administration centrale a agi dans cette affaire, si elle l'a fait sur ordre ou sur pression politique. Devant la gravité des faits incriminés, toute la transparence doit être faite, et s'ils étaient avérés, des mesures à la hauteur devraient être prises.

Chacun s'accorde à dire que notre société traverse une crise multiforme : le rapport et la confiance aux politiques, dans l'institution, ont été profondément altérés, dans l'Éducation nationale comme ailleurs. Plus que jamais, le devoir d'exemplarité s'impose à tous, à commencer par le plus haut sommet de l'Éducation nationale.